



CHAPITRE 158

Loi concernant la Caisse Nationale d'Économie

[Sanctionnée le 12 décembre 1957]

Préambule.

ATTENDU que la Caisse Nationale d'Économie, compagnie mutuelle d'assurance, a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été créée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par sa charte et constituée en corporation par la loi 62 Victoria, chapitre 93, modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 121; 3 George V, chapitre 93; 8 George V, chapitre 121; 10 George V, chapitre 130; 11 George V, chapitre 147; 12 George V, chapitre 130; 4 George VI, chapitre 124; 9 George VI, chapitre 105; 11 George VI, chapitre 133, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 168;

Qu'il lui paraît opportun, dans l'intérêt de la compagnie et de ses membres, de remplacer les lois ci-dessus énumérées par une seule loi dont le texte refondu assure une présentation plus claire et une compréhension plus facile des dispositions régissant la compagnie;

Qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Dispositions rem-
placées.

1. La présente loi remplace la cédule "B" de la loi 62 Victoria, chapitre 93, modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 121; 3 George V, chapitre 93; 8 George V, chapitre 121; 10 George V, chapitre 130; 11 George V, chapitre 147;

CHAPTER 158

An Act respecting Caisse Nationale d'Économie

[Assented to, the 12th of December, 1957]

Preamble.

WHEREAS Caisse Nationale d'Économie, a mutual assurance company, has, by its petition, represented:

That it was created by the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, under the powers conferred on it by its charter and incorporated by the act 62 Victoria, chapter 93, amended by the acts 3 Edward VII, chapter 121; 3 George V, chapter 93; 8 George V, chapter 121; 10 George V, chapter 130; 11 George V, chapter 147; 12 George V, chapter 130; 4 George VI, chapter 124; 9 George VI, chapter 105; 11 George VI, chapter 133, and 5-6 Elizabeth II, chapter 168;

That it deems it advisable, in the interest of the company and of its members, to replace the acts enumerated above by a single act with a consolidated text ensuring a clearer presentation and easier understanding of the provisions governing the company;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Provisions replaced.

1. This act shall replace schedule "B" of the act 62 Victoria, chapter 93, amended by the acts 3 Edward VII, chapter 121; 3 George V, chapter 93; 8 George V, chapter 121; 10 George V, chapter 130; 11 George V, chapter 147; 12 George V,

12 George V, chapitre 130; 4 George VI, chapitre 124; 9 George VI, chapitre 105; 11 George VI, chapitre 133, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 168, relatives à la constitution en corporation de la Caisse Nationale d'Économie, ci-après dénommée "la caisse", sans toutefois interrompre son existence corporative, qui est censée remonter au premier janvier 1899, ni affecter ses droits et ses obligations.

chapter 130; 4 George VI, chapter 124; 9 George VI, chapter 105; 11 George VI, chapter 133, and 5-6 Elizabeth II, chapter 168, respecting the incorporation of the Caisse Nationale d'Économie, hereinafter called "the caisse" without however interrupting its corporate existence, which is deemed to have commenced on the first of January, 1899, or affecting its rights and obligations.

Nom.

2. Le nom de la caisse est en français, Caisse Nationale d'Économie, et en anglais, National Savings and Assurance Company.

2. The name of the caisse shall be in French, Caisse Nationale d'Économie, and in English, National Savings and Assurance Company.

Name.

Siège social.

3. La caisse a son siège social à Montréal, dans la province de Québec.

3. The corporate seat of the caisse shall be in Montreal, Province of Quebec.

Corporate seat.

Pouvoirs.

4. La caisse est une corporation d'assurance mutuelle sans capital-actions fondée et administrée exclusivement dans l'intérêt de ses membres; elle a les pouvoirs de faire des contrats des deux catégories suivantes:

4. The caisse is a mutual assurance corporation without share capital founded and managed exclusively in the interest of its members; it shall have the power to effect contracts of the two following categories:

Powers.

a) d'assurance et de réassurance de personnes, notamment

a. of assurance and reinsurance of the person, namely

1) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et tous autres risques de même nature;

1. of life assurance and assurance against accidents, disability, sickness and all other risks of the same nature;

2) d'indemnisation de frais hospitaliers, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques ou de tous autres frais du même genre encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

2. of indemnity for hospital, medical, surgical and pharmaceutical expenses, or any other expenses of the same nature incurred by reason of accident, sickness or maternity;

3) de capitalisation ou de fonds d'amortissement;

3. of capitalization or of sinking-fund;

4) d'annuité et de rente garantie de toute espèce;

4. of annuity and guaranteed rent of any type;

5) de réassurance, soit comme réassurée, soit comme réassureur;

5. of reinsurance, either as reassured or as reassurer;

b) de rente ou pension non garantie visés soit à l'article 222 de la Loi des assurances de Québec, soit aux règlements.

b. of rent or non-guaranteed pension contemplated either in section 222 of the Quebec Insurance Act or in the by-laws.

Dispositions applicables.

5. La caisse est soumise aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, le premier alinéa de l'article 223 et les articles 224 et 282 exceptés, dans la mesure où ces dispositions ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi.

5. The caisse shall be subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, the first paragraph of section 223 and sections 224 and 282 being excepted, to the extent to which such provisions are not inconsistent with those of this act.

Provisions to apply.

Un seul permis, etc.

6. Un seul permis et enregistrement et un seul état financier annuel, aux

6. A single license and registration and a single annual financial statement,

Single license, etc.

termes de la Loi des assurances de Québec, suffisent pour toutes les opérations de la caisse.

pursuant to the Quebec Insurance Act, shall suffice for all the operations of the caisse.

Membres. 7. Sont membres de la caisse:

- a) les directeurs généraux de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- b) le président général et les anciens présidents généraux de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- c) tout propriétaire d'un contrat en vigueur visé à l'article 4.

Pour les fins du paragraphe c du présent article, seule est réputée propriétaire d'un contrat qui assure un groupe d'individus la personne à qui ou au nom de qui le contrat est émis; les individus assurés en vertu de ce contrat sont réputés n'en pas être propriétaires.

7. The following shall be members of the caisse:

- a. the general directors of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- b. the general president and former general presidents of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- c. every owner of a contract in force and contemplated in section 4.

For the purposes of paragraph c of this section only the person to whom or in whose name the contract is issued shall be deemed the owner of a contract to assure a group of individuals; the individuals assured under such contract shall be deemed not to be owners thereof.

Assemblée générale annuelle.

8. a) L'assemblée générale annuelle des membres se tient au lieu et à la date déterminés par les règlements.

b) Les membres sont convoqués à toute assemblée générale, annuelle ou spéciale, suivant les formalités prévues par les règlements.

c) Tout membre majeur est habile à voter à toute assemblée générale; il peut voter en personne ou par fondé de pouvoir et il n'a droit qu'à un seul vote.

d) Tout fondé de pouvoir d'un membre habile à voter doit être lui-même un membre habile à voter à moins qu'il ne soit le fondé de pouvoir d'une corporation; une procuration est valable si elle est signée, scellée et remise au secrétaire de la caisse au moins dix jours avant l'assemblée; elle peut servir pendant trois années consécutives, mais peut être révoquée en tout temps.

e) La majorité des votes décide toute question soumise à une assemblée générale; au cas de partage égal des votes, elle est automatiquement rejetée.

8. a. The annual general meeting of the members shall be held at the place and on the date fixed by the by-laws.

b. The members shall be called to any general meeting, whether annual or special, in accordance with the formalities provided for by the by-laws.

c. Every member of full age shall be entitled to vote at any general meeting; he may vote in person or by proxy and shall be entitled to a single vote only.

d. Every proxy of a member qualified to vote, must himself be a member entitled to vote unless he be the proxy of a corporation; a power of attorney shall be valid if it is signed, sealed and delivered to the secretary of the caisse at least ten days before the meeting; it may be used during three consecutive years, but may be revoked at any time.

e. A majority of votes shall decide any question submitted to a general meeting; in the case of an equality of votes, it shall be automatically rejected.

Administration.

9. a) La caisse est administrée par un conseil d'au moins neuf et d'au plus vingt et un administrateurs. Est habile à exercer les fonctions d'administrateur tout membre habile à voter visé aux paragraphes a et b de l'article 7, et tout membre habile à voter visé au paragraphe c dudit article pourvu qu'il ait versé au moins

9. a. The caisse shall be managed by a board of at least nine and not more than twenty-one directors. Every member qualified to vote as contemplated in paragraphs a and b of section 7, and every member qualified to vote as contemplated in paragraph c of the said section, shall be eligible for office as an

trois cents dollars (\$300.00) en primes ou contributions relatives à un ou des contrats et pour lesquels aucune prime ou contribution ne sont dues.

b) Les administrateurs sont élus à l'assemblée générale annuelle comme suit: un tiers par les membres visés au paragraphe a de l'article 7, un tiers par les membres visés au paragraphe b dudit article, et un tiers par les membres visés au paragraphe c dudit article, présents à cette assemblée et habiles à voter.

c) Les administrateurs de chaque catégorie sont élus pour une période de trois ans et sont rééligibles. Ils sortent de charge, à tour de rôle, par tiers à l'entier près.

Pouvoirs
du conseil
d'admini-
stration.

10. Le conseil d'administration a pleins pouvoirs pour administrer les affaires de la caisse et notamment pour faire ou modifier des règlements relatifs:

a) au nombre des administrateurs et si les dispositions du paragraphe c de l'article 9 l'exigent à la durée d'office de certains d'entre eux;

b) à l'élection parmi les administrateurs d'un président, d'un président du conseil et d'un ou plusieurs vice-présidents;

c) à la nomination d'administrateurs pour combler toute vacance survenue en son sein;

d) à la nomination, aux fonctions et à la destitution de tous officiers, agents et employés de la caisse;

e) aux avis de convocation, à l'époque, au lieu, au quorum et à la tenue des assemblées générales et des assemblées des administrateurs;

f) à la formation d'un comité exécutif d'au moins trois et d'au plus sept de ses membres; ce comité exécutif peut exercer les pouvoirs du conseil d'administration délégués par ce règlement;

g) aux contrats visés à l'article 4 ainsi qu'à la conduite des affaires de la caisse sous tout autre rapport.

Ratifi-
cation.

Les règlements adoptés par les administrateurs, à moins qu'ils ne soient ratifiés à la prochaine assemblée générale annuelle, ou dans l'intervalle à une assem-

blée, provided that he has paid at least three hundred dollars (\$300.00) in premiums or contributions respecting one or more contracts on which no premiums or contributions are outstanding.

b. The directors shall be elected at the annual general meeting as follows: one-third by the members contemplated in paragraph a of section 7, one-third by the members contemplated in paragraph b of the said section, and one-third by the members contemplated in paragraph c of the said section, present at such meeting and qualified to vote.

c. The directors of each category shall be elected for a three-year term and shall be re-eligible. They shall retire from office in rotation, one-third at a time to the nearest whole number.

10. The board of directors shall have full power to manage the affairs of the caisse and particularly to make or amend by-laws concerning:

Powers of
board of
directors.

a. the number of directors and, if the provisions of paragraph c of section 9 so require, the term of office of some of them;

b. the election from amongst the directors of a president, of a chairman of the council and of one or more vice-presidents;

c. the appointment of directors to fill any vacancy occurring within the board;

d. the appointment, functions and dismissal of all officers, agents and employees of the caisse;

e. the notices of calling, the time, place, quorum and conduct of general meetings and meetings of the directors;

f. the formation of an executive committee of at least three and not more than seven of its members; such executive committee may exercise the powers of the board of directors delegated by such by-law;

g. the contracts contemplated in section 4 and the conduct of the affairs of the caisse in all other respects.

The by-laws made by the directors, unless ratified at the next annual general meeting or in the interval at a special general meeting called for the

Ratifi-
cation.

blée générale spéciale convoquée à cette fin, ne restent en vigueur que jusqu'à cette prochaine assemblée générale. Toutefois, toute modification à un règlement relatif à la date et au lieu de l'assemblée générale annuelle n'entre en vigueur que lors de sa ratification à la prochaine assemblée générale annuelle.

Conven-
tions.

11. La caisse peut faire avec la Société Nationale de Fiducie, pour la gestion de ses affaires, toute convention sous réserve de ratification à la prochaine assemblée générale annuelle.

Avoirs
séparés.

12. La caisse doit maintenir séparément, d'une part, les avoirs qui découlent des contrats prévus au paragraphe *a* de l'article 4, lesquels ne doivent servir qu'à remplir ses obligations en vertu des mêmes contrats et, d'autre part, les avoirs qui découlent des contrats prévus au paragraphe *b* dudit article, lesquels ne doivent servir qu'à remplir ses obligations en vertu des mêmes contrats. Toutefois, pour fins d'administration de ces derniers contrats et des avoirs qui en découlent, la caisse ne peut distraire plus de vingt-cinq pour cent (25%) du total des primes ou contributions perçues en raison des mêmes contrats.

Comptes.

13. La caisse peut tenir des comptes distincts relatifs aux diverses classes de contrats visés au paragraphe *a* de l'article 4, et tous autres comptes qu'elle juge nécessaire. Chaque année la caisse porte à ces divers comptes, et en proportion du solde moyen de ces comptes au début et à la fin de l'année, le revenu net, les profits ou pertes, les plus values et les moins values relatifs aux placements faisant partie des avoirs qui découlent desdits contrats.

Dividen-
des.

14. La caisse peut distraire, pour fins de distribution en dividendes ou bénéfices additionnels, aux propriétaires de contrats visés au paragraphe *a* de l'article 4 et à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, toute partie qu'elle juge prudent et raisonnable des profits nets résultant de ses opérations relatives à cette même catégorie de

purpose, shall only remain in force until such next general meeting. However, every amendment to a by-law respecting the date and place of the annual general meeting shall come into force only when ratified at the next annual general meeting.

Agree-
ments.

11. The caisse may make with the Société Nationale de Fiducie, for the management of its affairs, any agreement subject to ratification at the next annual general meeting.

Separate
assets.

12. The caisse must keep separately, on the one hand, the assets derived from the contracts contemplated in paragraph *a* of section 4, which must only be used to meet its obligations under the same contracts and, on the other hand, the assets derived from the contracts contemplated in paragraph *b* of the said section, which must only be used to meet its obligations under the same contracts. However, for purposes of management of such last mentioned contracts and assets derived therefrom, the caisse may not set apart more than twenty-five per cent (25%) of the total of the premiums or contributions collected in respect of the same contracts.

Accounts.

13. The caisse may keep separate accounts respecting the various classes of contracts contemplated in paragraph *a* of section 4, and such other accounts as it deems necessary. Each year, the caisse shall allocate amongst such various accounts and in proportion to the mean balance of such accounts at the beginning and at the end of the year, the net income, profits or losses, increases and decreases respecting the investments forming part of the assets derived from the said contracts.

Divi-
dends.

14. The caisse may set apart for distribution as dividends or bonus additions to the owners of contracts contemplated in paragraph *a* of section 4 and to the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, such portion as it may deem safe and reasonable of the net profits derived from its operations respecting such category of contracts,

contrats, pourvu toutefois que la part desdits propriétaires soit d'au moins quatre-vingt-dix pour cent (90%) de cette partie des profits nets ainsi distribués.

provided however that the share of the said owners shall not be less than ninety per cent (90%) of that portion of the net profits so distributed.

Place-
ments.

15. La caisse peut également placer les avoirs qui découlent des contrats prévus au paragraphe *b* de l'article 4 en biens-fonds situés dans la province de Québec.

15. The caisse may also invest the assets derived from the contracts contemplated in paragraph *b* of section 4 in real estate situated in the Province of Quebec.

Disposi-
tions ap-
plicables.

16. Pour les contrats visés au paragraphe *b* de l'article 4, les dispositions de l'article 13 s'appliquent, *mutatis mutandis*.

16. The provisions of section 13 shall apply, *mutatis mutandis*, to the contracts contemplated in paragraph *b* of section 4.

Distinc-
tion.

17. Pour les fins des articles suivants, tout propriétaire d'un contrat visé au paragraphe *b* de l'article 4, si une rente ou pension n'est pas encore payable en vertu de ce contrat, est désigné par les mots "membre non rentier" et si une rente ou pension est payable, par les mots "membre rentier".

17. For the purposes of the following sections, every owner of a contract contemplated in paragraph *b* of section 4, if a rent or pension is not yet payable under such contract, shall be designated by the words "non-annuitant member", and if a rent or pension is payable, by the words "annuitant member".

Rente
acquise.

18. A moins de dispositions contraires dans le contrat, la rente ou pension prévue dans un contrat visé au paragraphe *b* de l'article 4 est acquise au membre rentier vivant le premier janvier qui suit le vingtième anniversaire de son inscription comme membre non rentier et, par la suite, s'il est vivant, le premier janvier de chaque année. Elle est payable annuellement à une date fixée par la caisse.

18. Failing provision to the contrary in the contract, the rent or pension provided for by a contract contemplated in paragraph *b* of section 4, shall belong to the annuitant member living on the first of January following the twentieth anniversary of his enrollment as a non-annuitant member and, thereafter, if he is living, on the first of January of each year. It shall be payable annually on a date fixed by the caisse.

Quotité
des rentes.

19. a) La caisse doit fixer, chaque année, la quotité des rentes ou pensions nettes (rentes ou pensions brutes moins primes ou contributions) payables aux membres rentiers. Au moins tous les cinq ans, cette quotité doit être soumise à l'approbation du surintendant des assurances de la province.

19. a. The caisse must fix, each year, the amount of the net rents or pensions (gross rents or pensions less premiums or contributions) payable to annuitant members. At least every five years, such amount shall be subject to the approval of the Superintendent of Insurance of the Province.

Valeur
actuelle.

b) La valeur actuelle des rentes ou pensions nettes, établie d'après la quotité ainsi fixée, et l'accumulation à intérêt composé des primes ou contributions versées par les membres non rentiers ne doivent pas excéder les avoirs qui découlent desdits contrats.

b. The actual value of the net rents or pensions, determined according to the amount so fixed, and the accumulation at compound interest of the premiums or contributions paid by non-annuitant members must not exceed the assets derived from the said contracts.

Distrib-
ution.

c) La caisse peut distraire, pour fins de distribution aux membres rentiers et à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, toute partie qu'elle juge prudent et raison-

c. The caisse, may set apart for distribution to annuitant members and to the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, such portion as it deems safe and reason-

nable de l'excédent des avoirs sur la valeur actuelle des rentes ou pensions et l'accumulation des primes ou contributions tel qu'il est prévu au paragraphe précédent, pourvu toutefois que la part des membres rentiers soit d'au moins quatre-vingt-quinze pour cent (95%) de l'excédent ainsi distribué.

able of the excess of the assets over the actual value of the rents or pensions and the accumulation of the premiums or contributions provided for in the preceding paragraph provided however that the share of the annuitant shall not be less than ninety-five per cent (95%) of the excess so distributed.

Certificat
de vie.

20. La caisse peut annuellement exiger un certificat de vie du membre rentier ou du bénéficiaire d'une rente ou pension par lettre adressée à leur dernière adresse connue. Si le certificat exigé n'est pas transmis, la pension est retenue et elle est prescrite par dix ans à compter de la date de son échéance. Sur production d'un certificat de vie avant la prescription, la pension est payable sans intérêts.

20. The caisse may require annually a life certificate from the annuitant member or beneficiary of a rent or pension, by letter mailed to their last known address. If the required certificate is not forwarded, the pension is withheld and shall be prescribed by ten years from the date of its maturity. Upon production of a life certificate prior to prescription, the pension shall be payable without interest.

Life cer-
tificate.

Délai.

Tout chèque, mandat de poste ou autre effet émis par la caisse en paiement d'une rente ou pension doit être présenté pour encaissement dans les dix ans qui suivent la date d'échéance de la rente ou pension, sans quoi il est prescrit à la fin de cette période.

Every cheque, post-office money order or other instrument issued by the caisse in payment of a rent or pension must be presented for payment within the ten years following the date of maturity of the rent or pension, otherwise it shall be prescribed at the end of such period.

Delay.

Paiement
au cas de
décès.

21. Au décès du membre rentier ou du bénéficiaire, tout solde de rente ou pension est payable à la personne qu'il a désignée. Si cette personne n'est pas désignée ou est décédée ou absente, tel solde peut être versé à l'une des personnes désignées ci-dessous et d'après l'ordre indiqué: premièrement au conjoint, deuxièmement à l'ainé des enfants, troisièmement au père, quatrièmement à la mère, cinquièmement au frère aîné, sixièmement à la sœur aînée, septièmement à tout autre frère ou sœur et, à leur défaut, à tout héritier survivant. Le paiement ainsi fait libère la caisse mais n'affecte pas les droits des héritiers entre eux.

21. Upon the death of the annuitant member or beneficiary, any balance of rent or pension shall be payable to the person designated by him. If such person is not designated or is deceased or absent, such balance may be paid to one of the persons hereinafter mentioned and in the following order: in the first place to the consort, in the second place to the eldest child, in the third place to the father, in the fourth place to the mother, in the fifth place to the eldest brother, in the sixth place to the eldest sister, in the seventh place to any other brother or sister, and in their default to any surviving heir. Payment so made shall free the caisse but shall not affect the rights of the heirs amongst themselves.

Payment
in case of
death.

Privilège.

Toute somme payable au décès en vertu d'un contrat visé au paragraphe b de l'article 4, ne fait pas partie de la succession du membre rentier ou non rentier, ni de la communauté de biens entre ce dernier et son conjoint; l'acceptation de cette somme ne constitue pas une acceptation de la succession du membre rentier

Any sum payable at death under a contract contemplated in paragraph b of section 4, shall not form part of the succession of the annuitant member or non-annuitant member, nor of the community of property between the latter and his or her consort; the acceptance of such sum shall not constitute an acceptance of the

Privilège.

ou non rentier, ni de la communauté de biens entre ce dernier et son conjoint.

succession of the annuitant member or non-annuitant member, nor of the community of property between the latter and his or her consort.

Durée in-
changée.

22. Tout changement dans l'ordre et le nombre des bénéficiaires d'un contrat visé au paragraphe *b* de l'article 4 n'a pas pour effet de prolonger la durée de ce contrat.

22. Any change in the order and number of the beneficiaries of a contract contemplated in paragraph *b* of section 4 has not the effect of extending the duration of such contract.

Insaisis-
sabilité.

23. Toute prime ou contribution versée à la caisse relative à un contrat visé au paragraphe *b* de l'article 4 est insaisissable pour quelque dette que ce soit, même pour dette alimentaire. Est aussi incessible et insaisissable toute rente ou pension ou autre bénéfice prévu dans un tel contrat.

23. Any premium or contribution paid to the caisse respecting a contract contemplated in paragraph *b* of section 4 shall be unseizable for any debt whatsoever, even for an alimentary debt. Any rent or pension or other benefit provided for by such contract shall likewise be inalienable and unseizable.

Droits
sauve-
gardés.

Toutefois, cet article ne porte pas atteinte aux droits de l'épouse et des enfants pour une pension alimentaire ni à ceux de la caisse ou toute autre personne pour le paiement de primes ou contributions.

Nevertheless, this section shall not affect the rights of the wife and children to an alimentary pension nor those of the caisse or of any other person for the payment of premiums or contributions.

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.